

KLASK HA DISTRUJ

Fanzin sevenadurel ha politikel / Fanzine culturel et politique



Niv. 1 ~ Miz Genver 2009 ~ Priz dieub/Prix lip'

En ho taouarn emañ niverenn gentañ *Klask ha distruj*. Savet eo bet ar fanzin vihan-mañ gant un toullad kamaraded deus Bro-Dreger ha 'neuint mennozhioù hañval a-walc'h. Un dachenn frank d'ar gaoz a grouomp aze, ha digor d'an holl ('peus ket da gat aon rak daremprediñ ganimp ma 'peus c'hoant da gemer perzh). C'hoant 'meump er c'hiz-se da reiñ da c'hoût hon soñj war bop sort goulennoù politikel, ha lakaat an dud da soñjal. Daoust, ha 'blam, d'an diouer mantrus a breder hag a stourm en deiz a herie.

Sklaer 'vefomp diouzhtu : gwallvurutellet 'vo ar sistem politikel-ekonomikel hag ar gevredigezh stummet gantañ. N'eo ket evit ar blijadur. Dimp-ni eo spontus ken 'h eo ar sistem kapitalist-se evit hon buhezioù hag an tamm douar-mañ ma 'h omp o chom warnañ. Er c'hontrefed 'vo lakeet ar gaoz war bop sort traoù 'vez graet da vont a-benn dezhañ pe da lampat dreistañ, ha kaer 'vez lâret dimp n'eus ket welloc'h evitañ.

Komz a refomp ivez deus sonerezh, leverioù, filmoù... hag a blij dimp hag a 'h a alies-gwezh a-benn da gevredigezh ar c'henwerzh a anavezomp. Kalzig a vrezhoneg 'vo er fanzin-mañ. Kement-mañ a-benn liammañ ar yezh-se deus ar stourm evit ur bed all, a-enep d'an urzh impozet gant ar Stadoù hag an ekonomiezh.

Brenn

Édito

Vous avez dans vos mains le premier numéro de *Klask ha distruj*. Ce petit fanzine sans prétention est le fruit d'une collaboration entre plusieurs amis trégorrois partageant des convictions politiques convergentes. En se donnant cet espace d'expression, ouvert à tou-te-s (n'hésitez pas à entrer en contact avec nous si vous désirez participer), nous voulons faire partager nos commentaires et réflexions sur divers sujets politiques, et susciter le débat. Téméraire idée dira-t-on, dans le contexte de reflux de la réflexion politique et d'apathie générale actuelle.

Autant être clair d'emblée : nous critiquerons sévèrement le système politico-économique moderne et la société modelée par lui. Pas pour le plaisir, mais parce que nous le considérons, et le constatons tous les jours, comme hautement néfaste à l'existence humaine et à la planète. Par contrecoup, nous évoquerons toutes sortes d'initiatives d'ici et d'ailleurs qui contestent et marquent une rupture avec cet horizon capitaliste que l'on nous assène comme indépassable.

Nous parlerons aussi de courants musicaux, de livres, de films, etc., qui nous plaisent et qui, souvent, participent à leur façon de ce mouvement général de contestation de la société marchande actuelle. Enfin, et c'est particulièrement important à nos yeux, ce fanzine est bilingue français-breton. En effet, il nous paraît primordial d'articuler prise en compte de la langue bretonne et lutte politique émancipatrice, afin d'en faire un véritable outil de contestation de l'ordre étatico-capitaliste qu'on nous impose.

Brenn

klask-ha-distruj@riseup.net

Graet eo bet *Klask ha distruj* gant ar poelladoù dieub-se : Scribus, The Gimp, Inkscape hag OpenOffice, war ur sistem GNU/Linux Ubuntu.

Klask ha distruj a été réalisé à l'aide des logiciels libres suivants : Scribus, The Gimp, Inkscape et OpenOffice, sur un système GNU/Linux Ubuntu.



MEUZIOÙ

Tierra y libertad.....	3
Petra zo kaoz n'an ket 'ba 'r staliou bras ?.....	7
Mac'het er gourmarc'had.....	7
La TAZ, ou la liberté intégrale temporaire.....	8
Greun all d'ar yer !.....	9
Dance of days.....	11
Rap conscient.....	13
The hacktivism declaration.....	14
URLs, ou liens subversifs et remue-méninges.....	14
Cultures populaires et enracinement.....	15

TIERRA Y LIBERTAD

Chronologie du mouvement zapatiste au Chiapas

Il y a 15 ans débutait le soulèvement zapatiste dans la région du Chiapas, au sud-est du Mexique, initié par l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) et sa figure emblématique, le sous-commandant Marcos, qui aboutira à la création d'une société autonome, dont le fonctionnement reprend les principes de démocratie directe, d'égalité et de justice. Malgré l'opposition du gouvernement mexicain et la pression des groupes paramilitaires (« la guerre de basse intensité »), les communautés zapatistes parviendront à organiser l'agriculture, la santé, l'éducation, la justice, etc., d'une manière respectueuse des individus, des cultures indigènes (tzeltals, tzotzils, chols, zoques, tojolabals et mams) et de l'environnement, en totale autonomie vis-à-vis des institutions et des partis politiques.

Le Chiapas est une zone d'intérêt économique majeur. Outre le fait d'être un point de passage entre l'Amérique du Nord et celle du Sud, elle possède de nombreuses richesses : zones pétrolifères, bois précieux, biodiversité, 60% des réserves d'eau douce du Mexique... qui intéressent de nombreuses multinationales. Mais les Zapatistes sont bien décidés à ne pas laisser faire, et s'opposent à l'implantation des OGM, à l'exploitation forestière et minière, au pillage de la biodiversité, au développement de projets pseudo-touristiques, et interdisent l'exploitation du bois et de l'eau aux grandes entreprises.



Les communautés zapatistes sont organisées autour des Caracoles (« escargots »), sortes de chefs-lieux de canton où est organisée la vie communautaire. On y trouve des représentants de chaque projet : école, clinique, coopérative, mais aussi de chaque commune, facilitant ainsi les rencontres et les échanges avec l'extérieur. Les Caracoles sont totalement autonomes, sans aucun lien avec les institutions gouvernementales. Une redistribution des richesses a été mise en place entre les Caracoles « aisés » et ceux plus en difficultés. C'est au sein des Caracoles que sont organisées la santé, qui est un service garanti pour tous, et l'éducation, par laquelle est notamment mise en valeur le réapprentissage de la culture indienne.

Le suivi de la bonne conduite des projets est assuré par des personnes mandatées, élues en assemblée générale. Ces personnes ne sont pas rémunérées, et elles sont révocables à tout instant. Tout est discuté, décidé et géré de manière collective, du bas vers le haut.

« *Aqui manda el pueblo* », ici c'est le peuple qui commande.

Les autorités zapatistes règlent les conflits selon les méthodes coutumières des communautés indiennes de rendre la justice, recherchant davantage la compensation que la punition (les peines sont presque toujours des jours de travail pour la communauté). De plus en plus de non-zapatistes s'adressent aux autorités zapatistes pour régler des conflits plutôt qu'aux autorités officielles corrompues.

De nombreux efforts sont également fait pour améliorer le statut des femmes, qui prennent de plus en plus de responsabilités, y compris militaires. Lors du soulèvement zapatiste de 1994 déjà, les femmes formaient un tiers de l'EZLN. Pour contrer la violence domestique, la consommation d'alcool a été interdite, amenant la zone zapatiste au taux de violence domestique le plus bas de l'état du Chiapas.

Les Zapatistes sont tournés vers l'extérieur, et tentent d'établir le maximum de contact avec les différentes luttes qui existent à travers le monde. Des rencontres internationales ont été organisées à plusieurs reprises au Chiapas. Il existe même une commission de l'EZLN nommée, non sans humour, la « Commission intergalactique ».

Alors bien sûr, tout n'est pas rose, et plusieurs points pourraient leur être reprochés, comme par exemple la rigidité (nécessaire ?) de la discipline au sein de l'EZLN, ou encore les droits des femmes qui ne progressent peut-être pas aussi vite qu'on le voudrait. Des reproches faciles à faire de ce côté-ci de l'Atlantique. Il n'empêche que les réalisations des Zapatistes montrent que la mise en chantier d'une organisation sociale différente et respectueuse de tou-te-s est possible, dans la pratique et pas seulement dans les discours...

« Le travail collectif, la pensée démocratique, la soumission à la voix de la majorité sont plus qu'une tradition en zone indienne, ils ont été la seule chance de survie, de résistance, de préservation de la dignité et de révolte. Ces "mauvaises pensées", aux yeux des propriétaires terriens et des commerçants, vont à l'encontre du précepte capitaliste qui dit : "beaucoup entre peu de mains". » (Sous-commandant insurgé Marcos, Jungle Lacandone, août 1992)





LE CHIAPAS

Superficie : 74 211 km carrés.

Population indigène : plus d'un million de personnes (le gouvernement n'en mentionne que 706 000). Les sources gouvernementales estiment à au moins 450 000 le nombre d'indigènes zapatistes ou sympathisants à la cause de l'EZLN.

Selon les chiffres officiels, 30 000 éléments de l'Armée Mexicaine sont détachés au Chiapas. Les calculs non officiels assurent qu'ils sont près de 70 000.



1910

Emiliano Zapata mène un soulèvement paysan au cri de « Tierra y Libertad ». « *La terre est à celui qui la travaille* ».

17 novembre 1983

Création clandestine de l'EZLN (Ejército zapatista de liberación nacional, Armée zapatiste de libération nationale) au coeur de la Selva Lacandona (selva = jungle).

1990-1992

Les conditions de vie sont très difficile, la mortalité infantile est très élevée. Une rumeur commence à courir : « *Ya basta !* », ça suffit ! En 1992, l'EZLN organise des assemblées dans les villages du Chiapas pour consulter la population : « L'alternative était très simple : si nous prenions les armes, nous allions nous faire écraser mais cela aurait au moins le mérite d'attirer l'attention sur nos conditions de vie ; si nous ne prenions pas les armes, nous allions survivre mais disparaître en tant que peuples indiens. Dans cette logique de mort, nous n'avions pas d'autres choix » (Sous-commandant Marcos).

1^{er} janvier 1994

Soulèvement armé mené par l'EZLN, qui prendra 7 villes, dont San Cristobal et Ocosingo. Réappropriation des terres, alors aux mains de grands propriétaires, pour les redistribuer selon la loi agraire zapatiste pour leur utilisation collective.

16 février 1996

Le gouvernement fédéral mexicain et l'EZLN signe un premier traité de paix, les accords de San Andrés, censés garantir le respect des droits des Zapatistes (auto-organisation, auto-gestion, occupation des terres selon l'article 169 de l'OIT (Organisation internationale du travail)...). Le gouvernement ne les fera jamais mettre en application.



22 décembre 1997

Un an et neuf mois après les accords de San Andreas, massacre d'Acteal : 45 hommes, femmes et enfants, sont tués par environ 70 paramilitaires. La police, présente, n'intervient pas. Par la suite, le gouverneur du Chiapas de l'époque et le ministre de l'Intérieur seront renvoyés, mais aucun commanditaire du massacre n'a été poursuivi.

Début des années 2000

Apparition de l'OPDDIC (Organización para la defensa de los derechos indígenas y campesinos, Organisation pour la défense des droits indigènes et paysans), une des organisations paramilitaires les plus actives encore aujourd'hui, dont le but est de pousser les communautés zapatistes à quitter les terres récupérées, par la menace physique, la destruction des cultures et les recours juridiques. Autres groupes paramilitaires : MIRA (Movimiento indígena revolucionario antizapatista, actif à la fin des années 1990), URCI, Union de ejidos de la selva... Les groupes paramilitaires sont une tactique officieuse du gouvernement pour pousser les indigènes à s'affronter entre eux, en profitant du désir des paysans du Chiapas de posséder des terres à eux, à l'opposé du projet collectiviste des Zapatistes.

Été 2003

Mise en place des Caracoles (qui remplacent les Aguascalientes, qui étaient des lieux de rencontre entre la société civile et les Zapatistes). Il y en a 5 : Oventik, Morelia, La Garrucha, Roberto Barrios et enfin La Realidad, fief historique de l'EZLN. Formation des Juntas de bon gouvernement, l'exécutif zapatiste.

10 avril 2004

Marche pacifique (4000 personnes) d'Oventik vers Zinacantan, afin de réapprovisionner

en eau les familles zapatistes de Zinacantan, dont l'eau avait été coupée par ordre du maire de la commune (PRD, équivalent local du PS). Répression féroce à coups de pierres, machettes et armes à feu. 29 personnes blessées. Par la suite, 125 familles zapatistes seront expulsées, qui réintégreront leurs habitations lors d'une nouvelle marche le 25 avril.

20 avril 2004

Rencontre à Morelia entre le Caracol zapatiste et des représentants du peuple Imazighen (= berbères/kabyles). « Nous luttons comme vous pour qu'il y ait des écoles gratuites pour tous, nous luttons pour la santé, pour la démocratie, pour la justice, nous luttons contre le racisme culturel... En Kabylie, nous n'avons ni ne voulons de partis politiques, sauf une organisation horizontale, nous voulons le respect de nos coutumes et de nos luttes, nous luttons contre le pouvoir et les puissants. C'est ceci notre lutte et nous désirons que vous la connaissiez, comme nous voulons connaître la vôtre... » (Irij, représentant Imazighen).

2005

Les Zapatistes invitent au Chiapas les mouvements sociaux mexicains pour lier la lutte des indigènes à celles des travailleurs des champs et des usines, à celles des homosexuels, des femmes, des jeunes... des exclus en général de la société mexicaine.

Juin 2005

L'EZLN décrète, dans un communiqué signé du sous-commandant Marcos, une alerte rouge générale et annonce la fermeture des Caracoles et des bureaux des Juntas de buen gobierno, qui continueront leurs activités dans la clandestinité et la mobilité. Elle conseille également aux organisations civiles

nationales et internationales de quitter le territoire rebelle. Aucune raison ne sera donnée sur le moment.

Juillet 2005

L'alerte rouge s'avère être une mise en alerte de l'armée zapatiste pour garantir la sécurité de l'assemblée qui adoptera la Sexta Declaración de la Selva Lacandona. Elle a été levée dès la fin de l'assemblée. Dans la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandona, après un rappel de l'histoire et des buts du mouvement zapatiste, l'EZLN déclare la mise en sommeil de ses activités militaires, affirme la solidarité des Zapatistes avec les mouvements de lutte sociale, culturelle, anticapitaliste, au Mexique et dans le monde, et annonce la Otra Campaña.

1^{er} janvier 2006

Lancement de la Otra Campaña (l'Autre Campagne) à San Cristobal de las Casas. Entre 5 000 et 10 000 personnes participent à la prise, civile et pacifique, de la ville. La Otra Campaña est une campagne non-électorale, menée pendant la campagne présidentielle mexicaine pour susciter des assemblées et favoriser la convergence des luttes. Des délégués zapatistes, dont le sous-commandant Marcos, rebaptisé « Délégué Zéro », font le tour du Mexique en 32 étapes, où seront organisés des rassemblements qui donnent la parole aux collectifs de lutte, aux organisations politiques, aux membres d'ONG ainsi qu'à des individus.

Décembre 2006

Élection à la tête du gouvernement de Felipe Calderon (dit *Fecal*), issu du PAN (Partido de accion nacional, droite), qui initie une campagne de développement du tourisme et de conservation du milieu naturel, dont l'une des conséquences est de menacer des communautés indiennes de déplacement forcé.

Janvier 2007

Première Rencontre entre les peuples zapatistes et les peuples du monde.

Du 20 au 28 juillet 2007

Seconde Rencontre entre les peuples zapatistes et les peuples du monde.

Octobre 2007

Rencontre entre les peuples indiens d'Amérique.

13 décembre 2007

Marcos annonce que l'EZLN se replie dans les montagnes (alerte rouge) pour faire face aux menaces paramilitaires croissantes depuis plus d'un an, avec notamment la réactivation de Paz y justicia et de l'OPDDIC dans la zone de la Forêt Lacandona, qui multiplie les agressions physiques contre les indigènes zapatistes et les destructions de biens et de récoltes.

Du 20 au 22 décembre 2007

Premières Rencontres nationales et internationales contre l'impunité, organisées pour com-

mémorer le massacre d'Actéal, qui a eu lieu 10 ans auparavant. 220 personnes originaires de 13 pays différents et 53 organisations sont présentes.

29-31 décembre 2007

La Rencontre des femmes zapatistes avec les femmes du monde accueille entre 300 et 500 femmes militantes non mexicaines. Les hommes peuvent y assister, mais n'ont pas la parole.

Automne-hiver 2007-2008

Intensification des actions paramilitaires contre les bases d'appui zapatistes. Escalade de la violence : tirs en l'air, coups, menaces de mort, viols... Cette pression se maintiendra tout au long de l'année 2008 (violences, coupures de l'eau et de l'électricité...).

Septembre 2008

L'EZLN annonce la tenue du Premier Festival mondial de la digne colère, qui aura lieu fin décembre et début janvier à Mexico DF, Oventic et San Cristobal de las Casas, sur le thème « Un autre monde, un autre chemin : en bas et à gauche ».

Voilà donc un aperçu rapide de l'histoire du mouvement zapatiste au Chiapas. Avec cette chronologie, je n'ai évidemment pas la prétention d'être exhaustif, mais je souhaitais proposer une petite introduction sur ce mouvement. Pour plus d'informations, allez faire un tour sur le site du Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte <<http://cspcl.ouvaton.org>>, sur lequel vous trouverez de nombreux textes et documents, ainsi que les communiqués de l'EZLN et des Conseils de bon gouvernement. Je vous engage vivement à lire la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandona qui offre une bonne synthèse de la pensée et de la pratique zapatistes. (Au passage, le site propose aussi l'achat de café produit par des coopératives zapatistes. À soutenir !)



Je laisse le mot de la fin au sous-commandant Marcos :

« Nous ne voulons pas un Mexique zapatiste, pas plus qu'un monde zapatiste. Ce que nous voulons, c'est un lieu, ici, le nôtre ; nous voulons qu'on nous fiche la paix, que personne ne nous commande. Voilà la liberté : que nous puissions décider librement de ce que nous voulons faire. Nous pensons que ce n'est possible que si d'autres, comme nous, veulent la même chose et se battent pour y arriver. C'est de cette manière que s'établit une relation de camaraderie. »

Democracia ! Libertad ! Justicia !

Sources : le site <<http://cspcl.ouvaton.org>>, *No Pasaran, Le Combat Syndicaliste, Barricata*.

Les cartes sont un montage à partir des cartes du site <www.nodo50.org>.

Kurunig



PETRA ZO KAOZ N'AN KET 'BA 'R STALIOÙ BRAS ?

Ouzhpenn bloaz 'zo bremañ n'an ket ken, pe nemeur, 'ba ar staliou bras (Leclerc, Intermarché, Géant, Carrefour, Lidl, ha me oar petra... « moyenne » pe « grande distribution » 'vez lâret dionte). Abaoe un nebeud bloavezhioù 'oan arri skuizh o vont di. Met koulskoude 'h aen, un abitud 'oa ha ne greden ket mont dreisti.

Hag un deiz 'ma soñjet : « Fidedouille, n'on ket evit derc'hel da bremañ boued, nag an traoù all ivez, 'ba ar staliou brein-se ». Diwar an deiz-se 'oa achu ganin mont di, ha skoet er blotoù ma gartenn fidelite. Bremañ 'brenan ar c'hig ti ar c'higer, ar pesk ti ar gwerzher pesked, bara ti ar fornier, ar frouezh hag al legumajoù 'vez roet dimp gant kerent, BioCoop evit traouigoù all... kerroc'h eo, ya. Met da vihanañ ne brenan ket forzh petra digant forzh piv (ar goñversañted vihan).

Gant-se 'meump ket ezhomm ken da ruziañ homp zreid 'ba al lec'hioù-se. Stad zo ennon ha vat 'neus graet din. Ne oan ket ken evit anduriñ 'pezh a welan evel arouez ar c'hevalaoueriezh. Lec'hioù yen int ken 'h int, ma 'non gaver mesk ur bern tud all, met hep 'non veskiñ gante. Pop hini 'zo e-unan o sellet hag o kemer, o kemer hag o sellet, etre regennadoù a varc'hadourezhioù. Kozh traoù deus China

deus un tu, ha boued fall deus an tu all. Ar washañ deus al labour-douar ha deus ar skiant war an dro : boued divlaz, leun a draoù chimik enne... pa soñjan er bara flak-se ! En tomatez ruz-tan a-hed ar bloaz ! Er skañvadell chokolad gant n'onn ket pet produ chimik warn-ugent e-barzh ! Gallout a rafen derc'hel e-giz-se e-pad pell...

Hag ar sonerezh ! Mallozh doue ! Ar c'hozh sonerezh brein-se. Mann 'met traoù deus ar c'hiz ! Sonioù fall pe falloc'h da lakaat an dud stad enne ha laouen, da reiñ c'hoant dezhe foetañ o zammig arc'hant... Me 'lâr deoc'h !

Pa soñjan 'ba ar paour-kaezh tud a labour eno... ha merc'hed (pe baotred) ar c'hefioù 'ta ! A-hed o devezh labour 'vezont o lâret boñjour da bop sort pennoù drol pe drist, o tremen ar marc'hadourezhioù dirak ur mekanik,

o lâret ar sammad da baeañ... a-hed o devezh. Evel mekanikoù. Feson evürus zo warne ?! Batoirellet int gant o labour sot kentoc'h. N'eo ket souezhus 'vo lakaet tamm-hatamm mekanikoù en o flas...

Hag e vije gleet dimp trugarekaat ar staliou bras-se evit al labour (fall) a roont d'an dud 'ba homp c'hêrioù ? Pe evit an holl draoù marc'had-mat a c'hallomp prenañ a-drugarez dezhe ? Ne raint ket fout deus se. Rozellat arc'hant an hini eo ! Dastum arc'hant evel ober glav ! Gonit muioc'h gant o marc'hadourezhioù brein pe vreinoc'h ! Hag e raint ! Diwar-goust ar goñversañted vihan, an darempredoù sokial, buhez ar c'hêrioù...

N'an ket ken 'ba ar staliou bras-se, ha stad zo ennon !

Brenn

Depuis plus d'un an, je ne mets plus les pieds dans les grandes surfaces. La contradiction était devenue trop grande entre mes convictions anti-capitalistes et ce que je percevais comme la quintessence de ce système : le supermarché, le lieu froid et aseptisé où se rencontre la production de masse, qu'elle soit issue de l'industrie chinoise ou de notre agriculture intensive, et la consommation de masse, dans toute son inconséquence ; l'endroit où l'idée de lien social n'a plus guère de sens et a été remplacée par des actions mécaniques de consommation. Tout cela au détriment de la vie de nos centre-villes et d'une certaine convivialité...

MAC'HET ER GOURMARC'HAD

Long Island, New York. Ar Gwener 28 a viz Du.

Ar « black Friday » an hini eo. Un devezh a distaolioù, a soldoù bras eo. Diwar an deiz-se eo krog prantad ar prenañ e fin bloaz er Stadoù Unanet. Ur bobl tud dirak dorioù ar gourmarc'had Wal-Mart. Peg-ha-peg emaint o c'houl' digor. Ne badont ket ken gant ar c'hoant mont e-barzh ha lampat gant ar marc'hadourezhioù. Bountet e vez war an norioù ken e vez. Sorc'henn ar prenañ zo gante. Luchañ a reont deus ar regennadoù evel ar yer deus an ec'h.

Ha didoroset an norioù ken int taolet e dia-barzh. Difoeltret. Difindaonet. Diframmet.

Un impliad 'oa a-drek an norioù. Darc'hoet eo. Ha mac'het. Mac'het gant treid a-vil-vern. Mac'het gant bernioù tud o vont d'ar red e-barzh ar stal treneg o sorc'hennoù : ar marc'hadourezhioù. N'eo ket tud int, met loened. E-kreizig-kreiz al lec'h modernañ er bed, e New York, e 2008...

Marvet eo an impliad da 34 vloaz.

Brenn (diwar un darvoud kontet e Le Télégramme, 29-11-2008)



Zombie, George Romero, 1978

C'est l'histoire d'un employé de la grande surface Wal-Mart à Long Island, New York, le jour marquant le début des grandes soldes de fin d'année, qui meurt en se retrouvant projeté et piétiné par une foule de consommateurs déchaînés. Ou comment, au XXI^e siècle, l'ultra-modernité capitaliste tellement célébrée en arrive à provoquer des comportements collectifs relevant de l'animalité...

LA TAZ ou la liberté intégrale temporaire

Le concept de TAZ, pour Zone Autonome Temporaire, est proposé par Hakim Bey dans un essai datant de 1984 ; ce texte a inspiré, et inspire toujours toute une génération d'activistes cyberpunks. Résumé en extraits.

Révolution ? Son cycle et ses suites réitérent indéfiniment : révolution, réaction, trahison, ré-érection de l'État en plus fort et plus répressif. Le soulèvement, est lui perçu comme une révolution échouée. H. Bey observe lui que si l'Histoire est le « temps », alors le soulèvement est un moment qui surgit de et en dehors du temps, et viole la « loi » de l'Histoire.

Face à la « fermeture de la carte » (absorption de la dernière parcelle de terre libre par un État-Nation en 1899) et au contrôle de l'Entité toute puissante, la TAZ est comme une insurrection sans engagement direct contre l'État, une opération de guérilla qui libère une zone (de terrain, de temps, d'imagina-

tion) puis se dissout, avant que l'État ne l'écrase, pour se reformer ailleurs dans le temps ou l'espace. Frappez et fuyez.

La TAZ trouve un formidable terrain d'opportunités grâce à l'avènement du Web, structure horizontale et ouverte d'échange d'information, le réseau non hiérarchique. Le Web offre non seulement un support logistique à la TAZ, mais il lui permet également d'exister.

Mais plus encore, si la TAZ est un campement nomade, alors le Web est le pourvoyeur des chants épiques, des généalogies et des légendes de la tribu ; il a en mémoire les routes secrètes des caravanes et les chemins d'embuscade qui assurent la fluidité de l'économie tribale ; il contient même certaines des routes à suivre et certains rêves qui seront vécus comme autant de signes et d'augures. Un contre-Net va-t-il émerger avec la promesse et la réalisation d'une liberté totale ?

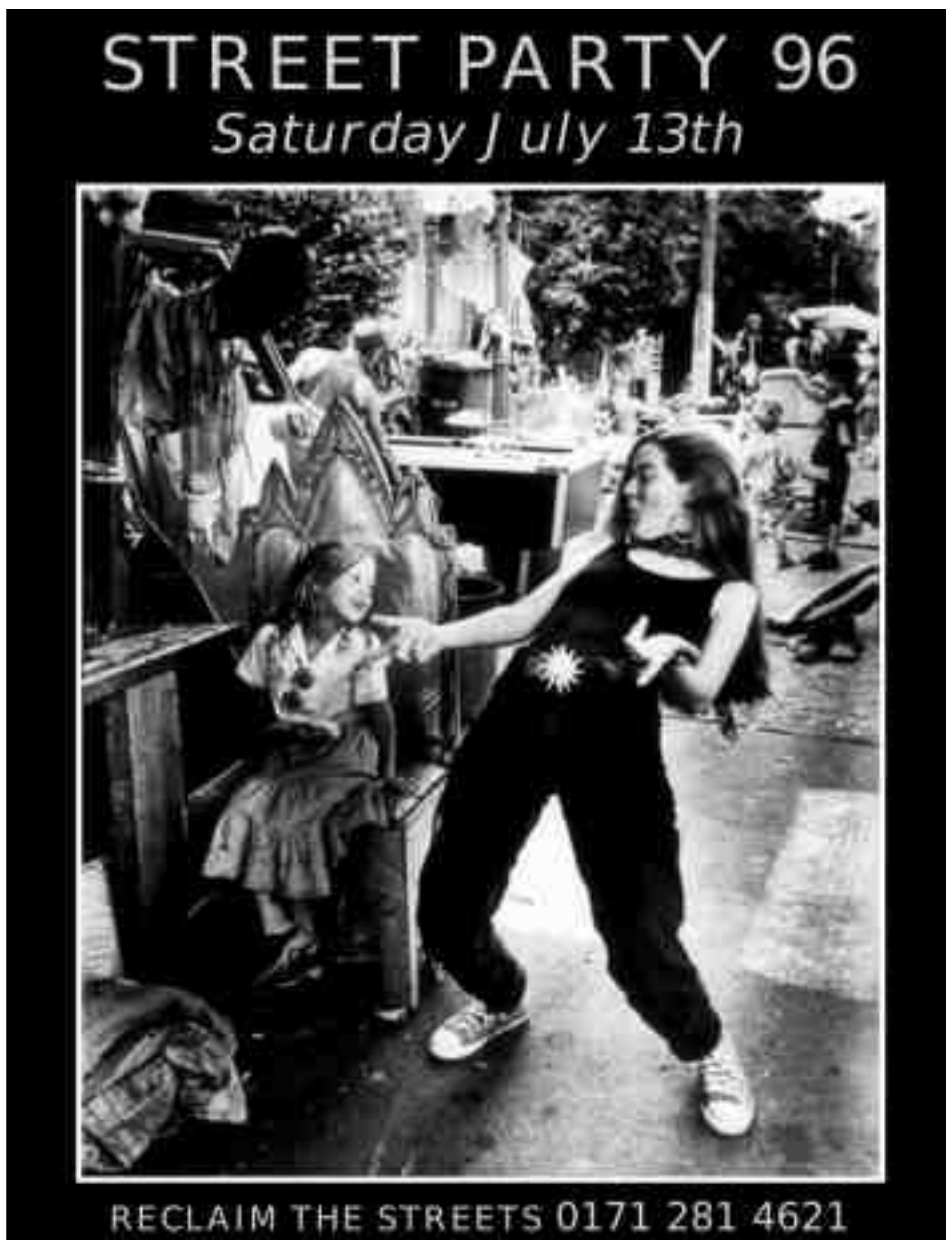
La TAZ s'intéresse aux résultats - raids réussis sur la réalité consensuelle, échappées vers une vie plus intense et plus abondante. Si l'ordinateur n'est pas utilisable pour ce projet, alors il devra être rejeté. Le Web n'est pas une fin en soi. C'est une arme. La balle est dans le camp des hackers, puisse l'intuition d'avérer correcte.

Mais cette zone existera - sans nul doute -, existe et a déjà existé. Libertalia (île des Caraïbes, 17^e siècle) en a constitué une proto-instance forte, une « utopie pirate » : fuyant les terribles « avantages » de l'Impérialisme comme l'esclavage, la servitude, le racisme et l'intolérance, les tortures du travail forcé et la mort vivante dans les plantations, les Boucaniers adoptèrent le mode de vie indien, se marièrent avec les Caribéens, acceptèrent les Noirs et les Espagnols comme égaux, rejetèrent toute nationalité, élirent leurs capitaines démocratiquement, et retournèrent à l'« état de Nature ». Le fouet et les punitions étaient interdits, les querelles étaient réglées par vote ou par duel d'honneur. Des « utopies » créées ex nihilo sur des terres inconnues, des enclaves de liberté totale occupèrent des espaces vides sur la carte.

La disparition en tant que composante fondamentale de la TAZ, face à la rigidité de l'État. La TAZ existe non seulement au-delà du Contrôle, mais par-delà la définition, au-delà de l'acte asservissant de voir et de nommer, par-delà la compréhension de l'État, par-delà l'aptitude de l'État à voir. Étudions l'invisibilité, le nomadisme psychique, travaillons avec le Web - qui sait ce que nous atteindrons ?

Une application actuelle du concept pourrait provenir du collectif « Reclaim The Streets ». Réseau d'action directe non violente, prônant la réappropriation de l'espace public, RPS possède à son actif depuis les années 90 plusieurs dizaines de happenings. L'un des plus impressionnant a lieu en juillet 1996, et voit 6000 manifestants bloquer l'autoroute ouest-londonienne M41. Des trépiers métalliques de 6 mètres sont positionnés aux abords, des sound systems sont débarqués, le bitume est attaqué au marteau-piqueur pour y planter des arbres. La fête bat son plein quelques heures, puis la zone est finalement auto-dissoute, la police n'ayant pu prévoir la localisation de l'événement et ayant été par la suite débordée par la masse des participants. <http://rts.gn.apc.org/sp%2796/newsp.htm>

Une proposition séminale d'activisme, à consulter ou télécharger (libre de droits bien sûr) sur e.g. <http://refuse.resist.free.fr/pdf/Hakim%20Bey%20TAZ.pdf>.



GREUN ALL D'AR YER !

Gant an holl kazimant vez gouvezet penaos n'eo ket gwall vray stad an tamm patatez-mañ. Abaoe pell a zo bet tud o klask sachañ evezh ar re all war tout ar c'hudennoù oa 'n em gavet ablam' d'an doare vije kaset an treoù gant an industriezh. Ha dalc'h-mat eo bet klasket gant ar re zo kablus da se, ar re zo e penn ar Stadoù hag an embregerezhioù bras, lakaat an dud-se evit foll pe dost. Met abaoe ur pennadig koulskoude vez kaoz a-walc'h deus ekologiezh, deuet oa start da goachañ treoù ken splann hag en tu-hont da se eo deuet da soñj da lod deus ar re zo e penn ar jeu tennañ gonidigezh deus ar soñjoù hag an aon zo 'n em gavet e-touesk an dud. Skrivet anv un embregerezh gant al liv gwer ha sed aze patroned prest da genderc'hel gant o wask met gant asant an dud ouzhpenn ! Hag ar Stad da brometiñ postoù labour hag un doare nevez da lakaat an treoù da vont o tispakañ girioù flour evel « développement durable », « énergie propre » ha me oar c'hoazh.

Evel-se zo tud oc'h ober o jeu deus-se, da skouer Al Gore gant e film *La vérité qui dérange*. Ma n'eo ket trouz zo bet graet tro dro d'ar film-se ! Met n'eo ket gant ar c'hoant da vezañ humanist eo bet savet 'vat. Raktres ar film oa bet savet en ur rouedad tud tost da interestoù arc'hant an USA ha Breizh-Veur. Da c'houlz-se vije kavet e-barzh Tony Blair, Gordon Brown, tud deus Appel Computer (en e gomite rennerezh emañ Al Gore), Jeff Skoll (miliarder anezhañ, patron E-bay eo bet ha bremañ eo prezidant Participant Production, ar gompagnunezh neus kaset film Al Gore da benn). Ur miz a-raok oa lañset ar film barzh an USA en miz Mae 2006, oa kinniget David Bood hag Al Gore, krouerien Generation Investment Management (GIM), evel championed ekonomiezh ar chenchamant hin gant Jeff Skoll e-pad ar Skoll World Forum vez aozet gantañ. Ur font arc'hant da spekulioù eo GIM, pas war fout petra evel-just, war teknologiezhoù an devlopmandurab, sort vez diskwelet e-barzh *La vérité qui dérange* evit pop hini d'ober un dra bennaket evit ma chomfe brav hom planedenn. Rakar n'et ket da gaout aon tadoù, evit parañ deus an drouk a ret d'an natur (gant ar vezh !) e c'hellet prenan e begementad war stumm danvez karbon (« crédits carbone » vez graet deus se). War an tu mat 'h omp, sur !

Un dra all zo bet kaoz a-walc'h dionti hag a zo ur skouer mat ivez d'an doare kamm da



soñjal-mañ eo tout ar veloioù zo bet lakaet ba'r c'hêrioù bras aze 'benn bezañ implijet gant an dud. Anvioù disheñvel zo bet lakaet dezhe hervez ar c'herioù, Vélib' en Pariz, Velo'v en Lyon... Paeet vez 15 euro ar bloaz evit gellat mont gante kement vo graet. An arc'hant-se 'h a da JCDecaux pe da Clearchannel, an div embregerezh brasañ er bed evit pezh 'h eo da gaout plas evit lakaat skritelloù deus kement tra a c'hell bezañ gwerzhet. N'eo ket aezet kompren petra raint oc'h ober war dro an dra-se pa n'ouvezer ket vez roet ouzhpenn evit arc'hant dezhe digant an tierkêr, roet zo bet ivez droedoù war panelloù evit lakaat bruderezh. Evel-se pa 'h a war gresk an niver a veloioù e-barzh ur gêr vras 'h a war gresk ivez an dafar evit lakaat an

dud da bremañ treoù war ar memes tro. Ekologiezh ! Ha pa vez kavet tri merk wetur e-touesk an dek a implij ar muiañ ar pub...

Klemm zo gant an dud o labourat evit Cyclocity, al lod deus JCDecaux a ra war dro ar Vélib' en Pariz. An dud n'int ket evit chom pell barzh, deus an 300 den oa pa oa lañset ar Vélib' na chome ket 'met 80 dionte a-raok oa bloaz gantañ ! Labour start eo, evit ar re vez labourat ba karrdioù yen e-pad ar goañv (vezent ket tommet), ar re 'h a war velo e-pad 7 eur-vezh dindan forzh petore amzer o tresañ ar veloioù torret gant ur sac'had 25 kilo a bezhoù hag a oustilloù war gein pe c'hoazh ar re vez bleniañ kamionoù dañjerus evit kas ar marc'hoù-houarn d'ul lec'h d'egile benn ingaliñ anezhe mat.

Gwel a rit mat pegen prim vez ar c'hospitalisted da vont war bop tu pa vez afer da rastellat arc'hant. Komprenet neuint emañ an ekologiezh ba penn an dud ha deus-se e raint ur sort skeudenn nevez evit gwerzhañ c'hoazh. Pezh oa da zigentañ hadkaout dalc'h war hom buhezioù ha war pop tra en dro dimp, klask mont don e-barzh an treoù ha sevel eskemmoù gant pezh n'eo ket arc'hant, tout-se vez dilaosket.

N'eus ket da glask welaat an treoù barzh ar c'hospitalism o reiñ menozhoù brein evel ober dour-tan dimeus ed, pezh ra ket 'met afaññ tud ouzhpenn (925 million pa oa 850 million a-raok eo bet kresket ar prizioù 'blam d'an dour-tan mañ). D'ar sistem-mañ eo ret lakaat fin dezhañ en e bezh ha n'eo ket hiraat e galloud.

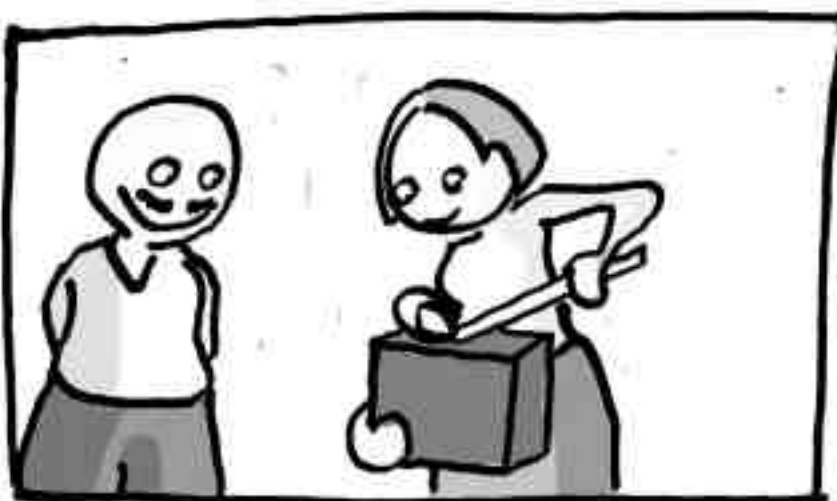
Diwar : « Mais qui Al Gore dérange t'il ? » (*Courant alternatif* niv. 179)

« Cyclocity et JCDecaux : le vrai visage de Vélib' » (*Solidaires* 92)

« Vélib' : la première manif de l'écologie d'entreprise »

Goasko

L'écologie se vend bien, on nous assure le bien-être de la planète avec en plus des emplois à la clé, mais tout cela n'est que du vent, les catastrophes dues à l'exploitation capitaliste justifiant son expansion sur d'autres terrains. L'écologie à la mode entreprise verte participe à notre dépossession de notre environnement et à la non émergence d'une pensée réellement radicale qui remette le système capitaliste entièrement en question.



Askeilig

DANCE OF DAYS

Two decades of punk in the nation's capital
Un livre de Mark Andersen & Mark Jenkins
(éditions Akashic Books)

« Wah il est plutôt épais ce bouquin ! » En le trouvant dans ma boîte aux lettres, j'me suis dit bon, le sujet est intéressant mais 430 pages en anglais, faut quand même se les taper... Et puis finalement, ça ne m'a pris que quelques jours, tant les aventures racontées ici m'ont fasciné. C'est l'histoire d'une bande de tout jeunes punks qui s'ennuyaient à Washington DC, fin des années 70, début des années 80, et qui se sont mis à créer des groupes, organiser des concerts, monter des labels indépendants, sans rien attendre de personne d'autre que d'eux-mêmes. Réussissant à passer à travers de multiples galères, expulsions de salles, problèmes de violence, etc., tout ceci débouchera sur l'émergence d'une scène musicale extrêmement créative, avec un fond politique toujours présent, inconscient au départ puis assumé par la suite, qui aura un impact considérable aux États-Unis, voire au niveau mondial.

Ces groupes refusent de signer chez les majors, organisent des concerts de soutien et/ou au prix d'entrée le plus bas possible, ouverts aux mineurs (ce qui n'était pas évident, en raison de la vente d'alcool), essayent de calmer les éléments violents dans le public afin que chacun-e puisse danser sans souci. Musicalement, le style évoluera d'un punk-hardcore simple et direct au départ (Minor Threat, State of Alert...), à des compositions plus élaborées, intégrant de multiples influences (Rites of Spring, Fugazi...). Heu, personnellement je préfère quand même la première période. Ha ha !

Nombre de ces groupes gravitent autour du label Dischord¹, encore actif aujourd'hui. Signalons aussi les nombreuses actions du collectif Positive Force², qui organisera énormément de concerts de soutien pour diverses causes et associations, ainsi que de nombreuses manifestations bruyantes, les Punk Percussions Protests, souvent devant la Mai-



son blanche, allant jusqu'à perturber le sommeil de Georges Bush Père !

Cependant, les paroles des chansons sont assez rarement directement politiques, et insistent plus sur les ressentis et l'expérience personnelle. C'est d'ailleurs l'esprit du livre, où l'accent est principalement mis sur les personnes qui composent la scène (on se perd parfois un peu parmi tous ces noms d'ailleurs). Pour autant, il ne tombe jamais dans la starification. Au contraire, on se sent proche d'eux-elles, et quand on tourne la dernière page, on n'a qu'une envie, c'est de faire un truc, créer un groupe, organiser un concert, écrire un fanzine, là tout de suite !

Pour terminer, voici ma petite sélection musicale de cette scène :

Bad Brains - *Rock for light*

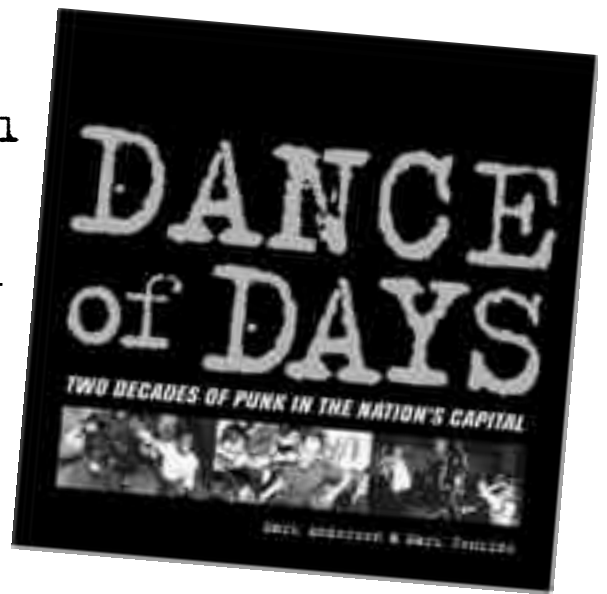
(1983 - Caroline Records)

Pionniers de la scène de DC, les Bad Brains étaient un groupe de jeunes Noirs rastas, qui furent parmi les premiers à accélérer le tempo du punk. Il s'agissaient de très bons musiciens, qui auront pourtant passé toute leur carrière à gâcher leur talent par des séparations/reformations chaotiques, dues principalement à l'attitude imprévisible du chanteur HR, ainsi qu'à son intégrisme religieux et ses déclarations homophobes. Leur premier album, *Bad Brains*, est considéré comme une référence par de très nombreux groupes, mais je ne le connais pas, alors je vous conseille aussi le second, *Rock for light*. Il s'agit d'ailleurs en partie des mêmes titres réenregistrés. Punk-hardcore au taquet, plus quelques morceaux de reggae ! On regrettera juste qu'ils soient distribués par une major...

Minor Threat - *Complete discography*

(1981-85 - Dischord Records)

Un des groupes de Ian McKaye, figure importante de la scène de DC et fondateur du label Dischord. Il s'agit ici de punk-hardcore bien efficace, où l'énergie prime sur la virtuosité. Pourtant, sur la fin, on commence déjà à sentir l'évolution musicale des groupes à venir : le tempo ralentit, les morceaux s'allongent... Ce groupe aura une influence énorme, car les titres *Straight-edge* et *Out of step* provoqueront l'apparition du mouvement straight-edge, qui prône le refus de toutes les drogues, y compris l'alcool (il s'agissait d'une réaction au nihilisme de leurs aînés punk, au profit d'une attitude positive et constructive). Pourtant, Ian McKaye a affirmé par la suite ne pas



avoir voulu lancer un mouvement, mais simplement exprimer un ressenti personnel. Quoiqu'il en soit, Minor Threat est un groupe à connaître.

Rites of Spring - *End on end*

(1991 - Dischord Records)



Rites of Spring fut l'un des premiers groupes de la scène de Washington DC à ajouter à la rage punk-hardcore plus de nuance et de sensibilité. Beaucoup les ont qualifiés de premier groupe émo (abréviation d'*emotional hardcore*), et même si eux ont refusé cette appellation, il est indéniable qu'ils ont eu une influence importante sur la scène émo à venir. C'est l'un des groupes phares du Revolution Summer (été 1985), pendant lequel les punks de Washington prendront conscience du caractère réellement politique de leur démarche. *End on end* regroupe l'ensemble des enregistrements de Rites of Spring.

Fugazi - *Repeater + 3 songs*

(1990 - Dischord Records)

Fugazi, un autre groupe de Ian McKaye, est l'exemple type du groupe intègre, qui est resté fidèle à ses principes, y compris lorsqu'il a connu le succès. En effet, malgré une notoriété relativement importante pour un groupe indépendant, ils rejettent toutes les offres des majors, négocient systématiquement avec les organisateurs pour que leurs concerts soient



ouverts aux mineurs et que l'entrée soit au maximum à 5 dollars (quitte à descendre le montant de leur cachet), et vont même jusqu'à ne pas vendre de merchandising. La musique de Fugazi part d'une base punk-hard-Core mais en beaucoup plus posée et plus construite. Après l'EP *7 songs*, leur premier album, *Repeater*, accompagné pour la version CD de l'EP *3 songs*, n'est pas très bourrin, pourtant je le trouve vraiment bien, alors c'est sûrement un très bon disque !

Bikini Kill - The CD version of the first two records

(1993 - Kill Rock Stars)
Si quelques groupes de DC avaient des textes pro-féministes (ex. *Suggestion* de Fugazi), il faut bien reconnaître que les groupes étaient surtout masculins et que la présence des filles dans les concerts se limitait souvent à regarder les concerts du fond de la salle. Les choses changent (un peu...) avec Bikini Kill, groupe majoritairement féminin, et dont le

but était d'inciter les filles à prendre part à la scène en montant des groupes, en organisant des concerts, etc. Véhiculée par un punk-rock un peu braillard, l'attitude de Bikini Kill donnera naissance au mouvement Riot Grrrls, qui véhicule un message féministe radical via la scène punk. *Revolution girl style now !*

20 years of Dischord
(2002 - Dischord Records)

Pour célébrer ses 20 années d'activités, le label Dischord a sorti cette chouette compil', qui s'avère un bon moyen d'avoir un aperçu de la scène de Washington DC. Dans un joli coffret, on a trois CD et un gros livret. Le premier CD présente en gros les années 80, à savoir la période hardCore, on réfléchit pas et on joue tout à fond. Cool ! Sur le deuxième CD, on a les années 90, période qui me branche moins, mais qui plaira probablement plus aux amateurs de musiques plus posées. Quant au troisième disque, il nous propose des titres inédits, pour la plupart de groupes

présents sur le premier disque. On a enfin un livret de 130 pages qui présente chaque groupe sur une double page. Je ne sais pas si cette compilation est encore disponible, mais si c'est le cas, jetez-y un œil et une oreille !



Vous en voulez encore ? Bon ben regardez par là :

The Teen Idles : *Minor Disturbance* ; **Void** : *Condensed Flesh* ; **SOA (State of Alert)** : *No policy* ; **Embrace** : *Embrace* ; **The Nation of Ulysses** : *13-point program to destroy America* ; **Compilation** : *Flex your head...*

- (1) <http://www.dischord.com/>
- (2) Apparu à l'origine dans le Nevada autour du groupe 7 Seconds, le mouvement Positive Force essaiera ensuite dans toute l'Amérique. Le collectif de Washington DC est le seul encore en activité aujourd'hui. <http://www.positiveforcedc.org/>



Kurunig



Rap conscient

vues nos vies ce qu'on nous propose

hardcore dans les propos c'est obligé quand on pose



G wall liammet e vez ar rap gant gangsterien bling-bling, otoioù bras ha merc'hed hanter-noazh. Ha gwir eo e vez gwelet alies-tre un diforc'h bras etre pozioù « engagé » ar raperien brudet hag o doare bevañ. Koulskoude, en ur glask un tammig pelloc'h, zo moaien da gavout strolladoù sperekekoc'h o fozioù ha engagé gwir o labour. Alies-tre e vez lakaet o sonerezh da bellgargañ war Internet gant meur a strollad, ha kemeret e vez perzh e-barzh sonadegoù skoazell. Setu neuze un nebeud strolladoù eus Bro Frañs hag a blijio deoc'h ma'z oc'h ai skuizh gant raperien \$kyrock !

Deus ar 9-3 (Aulnay-sous-Bois) eo ar strollad **La K-Bine** (foto), a zo daou raper ennañ : Guez ha Skalpel. Meur a bladenn zo bet graet gante, etreze hini diwezhañ **Skalpel, Kommando Malik**, a zo plijus-kaer. Brav eo ar sonerezh, samplou* soul enni a-wezhoù. Flow* Skalpel 'zo efdus, met un tammig re heñvel a-hed ar bladenn marteze. Diwar-benn stourm ar renkadoù hag ar stourmoù sokial eo ar pozioù, a zo resis ha sperekek, daoust ma kav din e vank nuañsoù e-barzh e soñj diwar-benn ar stourm armet.

<http://www.lak-bine.com/>

Kit da welet ivez al lec'hienn-se : <http://www.bboykonsian.com/>, e-lec'h e kavfet pladennoù La K-Bine ha meur a bladenn all.

Ur strollad eus Noisy-le-Sec (93) eo **APE**, lesanvet **Singe des Rues**, hervez titl o fladenn kentañ. Ar strollad-se en deus netra da welet gant ar rap/RnB re naet a vez klevet en tu all d'ar meurvor Atlantel. Lous eo ar son ha stouvet ar pozioù, diaes int da gompren. Daoust d'an harzoù-se (pe a drugarez dezhe !) e vez savet gant APE un aergelc'h a gasoni hag a gounnar dezhe o-unan, ha plijus eo e-giz-se ! A-benn nebeut e vo ur bladenn nevez.

La Cinquième Kolonne 'zo ur strollad eus Saint-Étienne. Ar rap krouet gante n'eo ket laouen tamm ebet kennebeut, troet war an imbroud-spered ma'z eo. Kaozeal a reont eus ar fed bezañ er-maezh deus spered ar gevredigezh, ha nompas bezañ kat da vont e darempred gant an dud all. Plijout a ra din kalz, peogwir *j'suis qu'un loser* moarvat. Ha ha ! (Diwallit ! War a seblant 'zo daou strollad gant an anv-se. Klaskit ar bladenn *Derrière nos feuilles blanches* kentoc'h. N'eo ket gwall vrutal ar strollad all.)

Ur paotr deus ar strollad, Piloophaz, 'neus savet ur strollad all gant ur raper all, **Golem of Flesh**, graet gante ur bladenn teñvaloc'h c'hoazh, a-enep d'ar relijionoù.

Calavera 'zo ur strollad all eus Saint-Étienne. War ur sonerezh entanus alies e vez disklêriet tout ar pezh a voustr ar bed : ar c'hapitalism, ar fachism, ar seksism, ar brezel, ar relijion, ha c'hoazh. Gant raperien all o deus savet ar c'hoazh **Collectif Mary Read**.

<http://www.masquepalabras.org/calavera/>

<http://collectifmaryread.free.fr/>

Ar raperez **Keny Arkana**, eus Marseille, zo an hini wellañ, e-keñver ar flow*, e-touesk ar strolladoù kinniget amañ, d'am soñj. Kaozeal a ra eus ar mennozhoù al-termondialist ha eus ar vuhez e-barzh ar ruoù a oa dezhi pa oa ur grennardez. Alies-tre e vez aozet foromoù politikel ganti e-kichen he sonadegoù. Deuet eo da vezañ brudet a-walc'h, met kavout a ra din eo bet dipit he fladenn diwezhañ. Kalz gwelloc'h e oa ar re bet embannet ganti araok : *L'esquisse* hag *Entre ciment et belle étoile*.

<http://www.keny-arkana.com/>

Casey, eus bannlev Pariz, 'zo ur plac'h ivez, met kalz hardcoroc'h. *La banlieue nord reste première en matière de hardcore*. Kizellet brav 'deus he fozioù, pep ger en e blas ha n'eo ket e lec'h all. Lakaat a ra he flow*, kas ennañ, war beatoù* ponner ha teñval, kement hag ar re a vez savet gant he c'hamaladed **La Rumeur**. Doare ar strol-

lad-se 'zo heñvel-tre ouzh hini Casey, daoust ma n'eo ket ken resis o flow hag he hini, d'am soñj. Klemm 'noa douget Ministrerezh an Diabarzh a-enep dezhe e 2002, evit « difamation publique envers la police nationale ». N'eo ket achu ar prosez c'hoazh.

<http://www.antidote-lab.com/casey/>

<http://www.la-rumeur.com/>

Sed aze daou strollad all na blijont ket din kement hag ar re all, met n'int ket ken fall ha se memestra : **Radikal Kroonerz** eus Lille, ha **Tchad Unpoe** eus Toulouse.

<http://rk.kroonerz.free.fr/>

<http://www.tchadunpoe.net1.free.fr/>

War-lerc'h bec'hioù miz Du 2005 e oa bet savet an daspunerzh **C7H16**. Diskouez a ra penaos eo bet gwelet ar jeu-se gant un nebeut raperien (Radikal Kroonerz, Singes des Rues, ha c'hoazh), ha n'eo ket sell ar mediaoù ofisiel ! Gant ar bladenn 'zo ul levrig hag a ginnig testennoù hag istorioù berr diwar-benn ar bec'hioù.

<http://c7h16.internetdown.org/>

* Marteze n'oc'h ket kustum da selaou rap, setu neuze un nebeut gerioù « teknik » a vez implijet gant ar raperien :

Beat : ritm ar sonnerezh.

Flow : doare kanañ ur raper.

Sampl : un tamm sonnerezh tennet deus ur ganaouenn all.

Kurunig

Eh toi l'rap, t'as oublié ce qui faisait ta force
Eh l'rap, retourne pas ta veste, ta contestation est dans le fossé

Eh l'rap, réveille toi, j'sais que t'es pas mort, juste hypnotisé

Par l'ennemi, celui qu'à la base tu maudissait

Keny Arkana

Fils d'immigrés, la rage et la sueur au front,
Un seul but : sauvegarder la gloire et la mémoire de nos darons

Fils d'ouvriers, de prolös, de clandos,
Rien qu'à l'accent étranger, rien à voir avec les bobos

La K-Bine

Baise le taf, la prison, deux faces d'une même pièce,
La même farce, les mêmes gestes,
Toujours les mêmes qui encaissent

APE (Singe des Rues)

Je suis de ces braises pas éteintes
Qui crament dans leurs enceintes
Ou dans les plaintes de ces fils de tainp,
Assis au banc des accusés
Puisqu'absent au banc des priorités,
La parole arrachée par les minorités

La Rumeur

THE HACKTIVISMO DECLARATION

Assertions of liberty in support of an uncensored Internet

DEEPLY ALARMED that state-sponsored censorship of the Internet is rapidly spreading with the assistance of transnational corporations,

TAKING AS A BASIS the principles and purposes enshrined in Article 19 of the Universal Declaration of Human Rights (UDHR) that states, « Everyone has the right to freedom of opinion and expression ; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers », and Article 19 of the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR) that says,

1. Everyone shall have the right to hold opinions without interference.
2. Everyone shall have the right to freedom of expression ; this right shall include freedom to seek, receive and impart information and ideas of all kinds, regardless of frontiers, either orally, in writing or in print, in the form of art, or through any other media of his choice.
3. The exercise of the rights provided for in paragraph 2 of this article carries with it special duties and responsibilities. It may therefore be subject to certain restrictions, but these shall only be such as are provided by law and are necessary :
 - a. For respect of the rights or reputations of others ;
 - b. For the protection of national security or of public order, or of public health or morals.

RECALLING that some member states of the United Nations have signed the ICCPR, or have ratified it in such a way as to prevent their citizens from using it in courts of law,

CONSIDERING that, such member states continue to willfully suppress wide-ranging access to lawfully published information on the Internet, despite the clear language of the ICCPR that freedom of expression exists in all media,

TAKING NOTE that transnational corporations continue to sell information technologies to the world's most repressive regimes knowing full well that they will be used to track and control an already harried citizenry,

TAKING INTO ACCOUNT that the Internet is fast becoming a method of repression rather than an instrument of liberation,

BEARING IN MIND that in some countries it is a crime to demand the right to access lawfully published information, and of other basic human rights,

RECALLING that member states of the United Nations have failed to press the world's most egregious information rights violators to a higher standard,

MINDFUL that denying access to information could lead to spiritual, intellectual, and economic decline, the promotion of xenophobia and destabilization of international order,

CONCERNED that governments and transnationals are colluding to maintain the status quo,

DEEPLY ALARMED that world leaders have failed to address information rights issues directly and without equivocation,

RECOGNIZING the importance to fight against human rights abuses with respect to reasonable access to information on the Internet,

THEREFORE WE ARE CONVINCED that the international hacking community has a moral imperative to act, and we

DECLARE :

• THAT FULL RESPECT FOR HUMAN RIGHTS AND FUNDAMENTAL FREEDOMS INCLUDES THE LIBERTY OF FAIR AND REASONABLE ACCESS TO INFORMATION, WHETHER BY SHORT-WAVE RADIO, AIR MAIL, SIMPLE TELEPHONY, THE GLOBAL INTERNET, OR OTHER MEDIA.

• THAT WE RECOGNIZE THE RIGHT OF GOVERNMENTS TO FORBID THE PUBLICATION OF PROPERLY CATEGORIZED STATE SECRETS, CHILD PORNOGRAPHY, AND MATTERS RELATED TO PERSONAL PRIVACY AND PRIVILEGE, AMONG OTHER ACCEPTED RESTRICTIONS. BUT WE OPPOSE THE USE OF STATE POWER TO CONTROL ACCESS TO THE WORKS OF CRITICS, INTELLECTUALS, ARTISTS, OR RELIGIOUS FIGURES.

• THAT STATE SPONSORED CENSORSHIP OF THE INTERNET ERODES PEACEFUL AND CIVILIZED COEXISTENCE, AFFECTS THE EXERCISE OF DEMOCRACY, AND ENDANGERS THE SOCIOECONOMIC DEVELOPMENT OF NATIONS.

• THAT STATE-SPONSORED CENSORSHIP OF THE INTERNET IS A SERIOUS FORM OF ORGANIZED AND SYSTEMATIC VIOLENCE AGAINST CITIZENS, IS INTENDED TO GENERATE CONFUSION AND XENOPHOBIA, AND IS A REPREHENSIBLE VIOLATION OF TRUST.

• THAT WE WILL STUDY WAYS AND MEANS OF CIRCUMVENTING STATE SPONSORED CENSORSHIP OF THE INTERNET AND WILL IMPLEMENT TECHNOLOGIES TO CHALLENGE INFORMATION RIGHTS VIOLATIONS.

Issued July 4, 2001 by Hacktivism
and the CULT OF THE DEAD COW.

Relevant Web Links :

Universal Declaration of Human Rights :

<http://www.un.org/overview/rights.html>

International Covenant on Civil and Political Rights :

http://www.unhchr.ch/html/menu3/b/a_ccpr.htm

Reporters Without Frontiers : <http://www.rsf.fr/>

CULT OF THE DEAD COW : <http://www.cultdeadcow.com/>

URLs, ou liens subversifs et remue-ménages...

Madchat.org : Site incontournable de la contre-culture francophone, regroupant des textes/ezines concernant le hacking, la philosophie en marge, et l'esprit cyberpunk entre autres... Le site est fermé depuis 2006, suite à des poursuites en raison des informations subversives qu'il contient ; cependant certains ont décidé d'en maintenir des répliques... À fouiller absolument !
Ex. : <http://target0.be/madchat/>

La Spirale : Autoproclamé « un ezine pour mutants digitaux », vient lui de réouvrir cette année. Et c'est plutôt une excellente nouvelle aux vues de la qualité de contenu et des interviews proposées ! Là où Madchat répertorie des documents, la Spirale fournit elle un contenu original. Prophète du chaos, militants pour l'extinction volontaire de la race humaine ou encore geishas du 21^e siècle, un bouillonnement impressionnant de pensées et de pratiques undergrounds. <http://www.laspirale.org/>

Wired : Ou littéralement « câblé » ! Mais à quoi ? Pas à la matrice en tous cas... Techno, science, histoire, politique, le tout décalé et imprévisible. Updates journalières... in english !
<http://www.wired.com/>

Taliesinn

CULTURES POPULAIRES ET ENRACINEMENT

L'État et le capital contre l'enracinement.

L'enracinement contre l'État et le capital.



« Par le concept anthropologique de culture est posée l'idée que la pluralité, la diversité est une caractéristique même de l'espèce humaine. En ce sens, le rêve de l'empire universel ou de la république du genre humain, ce songe récurrent de l'homogénéisation de l'humanité, de l'assimilation généralisée, de la société planétaire à langue et culture unique, cette utopie de l'universalisme abstrait – qui s'exprime à l'heure actuelle dans les termes d'une "mondialisation" où, dans la fin advenue de l'histoire, tous les habitants de la planète seraient fondus dans la grande marmite du Marché, dans l'hébetude du melting-pot marchand globalisé – cela apparaît, en réalité, comme un rêve de retour, en deça de la culture, à l'état de nature. Ne prétendre voir et ne vouloir partout que des individus abstraits, "déculturés, déshistorisés, dépolitisés et désocialisés", des spécimens tous semblables du genre humain, tous alignés sur le même modèle, des producteurs-consommateurs-spectateurs interchangeables en leur absence d'identités collectives et leur nullité, c'est, à la vérité, un cauchemar d'animalité, une utopie zoologique : qui veut faire des hommes autre chose que des hommes, fût-ce des anges, fait des bêtes. L'humanité est proprement inconcevable sans diversité culturelle. Une espèce humaine unifiée, culturellement homogène, ce ne serait plus l'humanité, mais la Grande Termitière. »¹

Le propos de ce texte est de questionner et de soumettre à la critique les raisons profondes (politiques, économiques, idéologiques) qui ont conduit par le passé, et qui continuent de le faire de nos jours, une grande partie de la gauche occidentale à adopter des réflexes véritablement pavloviens d'opposition, de dénigrement, de défiance, envers les cultures populaires et donc les communautés traditionnelles qui en sont les vectrices. S'interroger sur le pourquoi de cette attitude qui consiste à brandir systématiquement l'accusation de repli sur soi, et ainsi à disqualifier toute discussion et réflexion, dès qu'est abordée la thématique de l'identité locale et régionale, des langues minoritaires, du droit à la différence culturelle, etc., amène à s'apercevoir que cette hostilité larvée envers l'idée de particularisme et d'enracinement n'est pas simplement une réaction à une succession d'errements des défenseurs des cultures populaires, mais est bien plus profondément le résultat d'une adhésion de la pensée occidentale depuis trois siècles à une certaine représentation de la modernité et du progrès qui postule le remplacement de l'archaïque attachement communautaire par un cosmopolitisme abstrait. La traduction politique de cette idéologie est un processus de nivellement culturel et de destruction des cultures populaires appelé à la fois par le développement de l'État-nation et du système capitaliste.

1. Les cultures populaires sacrifiées

La complexité du concept de « culture » implique de poser en préalable plusieurs définitions afin de distinguer les différentes réalités qu'il recouvre. On retiendra du point de vue anthropologique la définition de « culture » qu'a proposée Tylor en 1871, qui fait autorité dans la discipline : « ce tout complexe qui comprend les connaissances, les croyances, l'art, la morale, les coutumes et toutes autres aptitudes et habitudes acquises par l'homme en tant que membre d'une société »². Cette définition permet de différencier les cultures nationales et ethniques entre elles, et donc, en ce qui nous concerne, d'établir la présence historique sur le territoire de l'État français de cultures minoritaires attestée par des langues différentes du français (en Bretagne, Occitanie, Alsace, Corse, Pays Basque...). Ce constat d'une France multiethnique fait, et en adoptant maintenant un point de vue plus sociologique sur la société française, on se doit

de distinguer plusieurs sens au mot « culture ». Une « haute culture » d'abord, dominante, nationale, qui est celle de l'élite politique et intellectuelle du pays et que transmet en partie l'enseignement. Une « culture de masse », pur produit du capitalisme, que Jean-Claude Michéa définit comme « un ensemble d'œuvres, d'objets et d'attitudes, conçus et fabriqués selon les lois de l'industrie, et imposés aux hommes comme n'importe quelle autre marchandise »³. Des « sous-cultures » ou « contre-cultures » ensuite, qui émanent de groupes sociaux spécifiques (comme les jeunes, les homosexuels, etc.). Et enfin la « culture populaire », en réalité les « cultures populaires » comme on l'a vu, émanant du mode de vie traditionnel du peuple, ou plutôt des peuples historiques.

Les frontières entre elles n'étant bien entendu pas étanches, il est évident que ces cultures s'influencent les unes les autres dans une même société. Mais ce phénomène naturel n'est en rien comparable avec un processus commun à tout l'Occident, démarré au XIX^e siècle, d'uniformisation des populations sur le territoire de chaque État-nation. La conséquence en est depuis deux siècles un processus de déculturation des communautés historiques. L'avènement de la culture de masse au XX^e siècle renforcera cette tendance au laminage des cultures populaires.

L'État et la culture nationale contre les cultures populaires

Le XIX^e siècle se caractérise par un double phénomène de modernisation de l'État et de développement d'une civilisation industrielle et marchande. L'homogénéisation culturelle des populations sur le territoire de l'État répond ainsi, à la fois à un impératif politique et à un impératif économique. La justification idéologique sera abordée elle dans la partie suivante.

Du point de vue politique, l'État met tout en œuvre pour créer une communauté nationale unie et uniforme. La tâche à accomplir est « de remplir ces frontières politiques d'une culture nationale »⁴. Les cultures populaires, par leur particularisme et leur différence au standart à imposer, représentent des obstacles dans cette perspective d'uniformisation par le biais d'une culture nationale. En France, cela passe par l'imposition d'une seule et même haute culture, de langue française évidemment, à l'ensemble des populations présentes sur le territoire de l'État fran-

çais. D'après Michel Nicolas, « sous la direction du personnel politique parisien, tous les moyens sont donc mobilisés en vue d'assimiler culturellement et linguistiquement les peuples qui ne participent pas de la "culture française" »⁵. Ces cultures sont ainsi dévalorisées, et « réduites au rang d'un pittoresque et dérisoire folklore, quand ce n'est pas d'un tissu de superstitions et de coutumes d'arriérés, voire de sauvages »⁶. Tout est fait pour que les populations rejettent leurs modes de vie traditionnels et adoptent la culture standardisée dominante.

Le combat se mène donc principalement sur le terrain linguistique, étant entendu que la langue est le principal facteur de l'identification et de la cohésion d'une communauté culturelle. Les gouvernements successifs en France n'auront de cesse de vouloir imposer l'usage du français au détriment de tout autre idiome, que ce soit sur le territoire métropolitain ou dans les colonies. La conséquence en est un déclin continu et massif de la pratique de toutes les langues autres que le français standard, pour arriver à la situation actuelle où la pratique de ces langues est devenue marginale sur leurs espaces historiques.

On prive ainsi les communautés historiques de ce qui fait leur ciment, les pratiques linguistiques et culturelles, et on les dépossède de surcroît de leur histoire, autre aspect de la déculturation. Pour ce faire, l'État a procédé à « l'effacement et l'oubli de l'histoire régionale au profit d'une histoire homogénéisante »⁷.

La France républicaine participe pleinement de cet élan nationaliste du XIX^e siècle, qui poursuit et amplifie l'œuvre uniformisatrice de la monarchie absolue. L'impératif politique présidant à l'uniformisation des populations sur le territoire de l'État français répond en effet à un des principes du nationalisme qui « consiste essentiellement à imposer, globalement à la société, une haute culture là où la population, dans sa majorité, voire sa totalité, vivait dans des cultures inférieures »⁸.

Du point de vue économique, le processus d'homogénéisation des sociétés nationales est rendu nécessaire par le développement d'une économie d'échanges et l'avènement de marchés nationaux. L'« exigence fonctionnelle pour une économie moderne nécessitant une main-d'œuvre mobile, formée et alphabétisée »⁹, implique ainsi une même culture commune au niveau du territoire de l'État, et particulièrement une langue commune. Le développement du capitalisme, la modernisation de l'État et le processus de laminage des cultures populaires sont intrinsèquement liés, « l'économie [ayant] besoin à la fois du nouveau type de culture centrale et de l'État central »¹⁰.

Le capitalisme et la culture de masse contre les cultures populaires

Cette entreprise de destruction des cultures populaires enclenchée par les États nationaux au XIX^e siècle et se poursuivant encore aujourd'hui, de façon plus atténuée, se trouve

renforcée à partir du XX^e siècle par un nouveau phénomène lié à l'essor capitaliste : l'avènement d'une culture de masse. Celle-ci étant un pur produit de la société industrielle et marchande, elle est gouvernée par le seul impératif de l'intérêt économique et du profit, et fait des masses « les victimes consentantes de la publicité »¹¹. Par la diversité des domaines sur lesquels elle déverse sa médiocrité (télévision, musique, cinéma, nouvelles technologies de l'information et de la communication, gastronomie...), elle contribue à une uniformisation culturelle, non pas simplement à l'échelle de l'État, mais à l'échelle planétaire. Le terme d'« américanisation » désigne une facette de cet appauvrissement, de cette standardisation générale de la culture et des goûts sur le modèle de la culture américaine, l'« american way of life », le symbole de la modernité. Les cultures populaires, par le décalage que créé cette prétendue « modernité », se retrouvent à nouveau dépréciées et dévalorisées.

Le phénomène de l'identité négative

Cette dévalorisation des cultures populaires qui s'opère dans le processus de laminage et d'imposition d'une culture nationale commune, et se renforce par comparaison avec la culture de masse capitaliste incarnant la modernité, provoque dans les communautés humaines ne participant pas traditionnellement de l'aire culturelle francophone (Bretagne, Corse, Occitanie, Pays Basque, Alsace...) un phénomène de rejet de leur propre culture, et partant, de leur identité ethnique spécifique : ce que l'on appelle l'identité négative. Du fait que la culture nationale dominante soit imposée comme norme et référence pour l'ensemble de la société, et qu'elle soit perçue de la sorte par l'ensemble des populations, vision que conforte le rôle de l'école, les membres des peuples minoritaires en viennent à intérioriser un complexe d'infériorité par rapport à la culture nationale qui leur est présentée comme idéale, eux qui « sont particuliers face à ce général, cet universel qu'est la majorité »¹². Leur position de minoritaires les rend ainsi plus sujet à accepter le discours des majoritaires, de l'ensemble collectif dominant, qui « n'impose pas seulement sa domination dans l'ordre du politique et de l'économique, mais aussi dans l'ordre des idées, des croyances, des représentations collectives, des valeurs », au point que « cette domination est, dans une large mesure, acceptée et intériorisée par les ensembles collectifs dominés »¹³. Ainsi peut poindre, « face à l'universalisme allégué des majoritaires », une attitude d'abdication de son altérité culturelle chez le minoritaire, qui le pousse à aller, « dans sa recherche de conformité au modèle dominant, jusqu'au reniement de soi »¹⁴, avec tout ce que cela comporte en terme de dégâts psychologiques, et « des phénomènes bien connus chez les dominés, de honte et de mépris de soi, d'acceptation et d'intériorisation de l'image dévalorisante de soi élaborée par les autres »¹⁵. Le combat contre les cultures

populaires, loin d'être cantonné à l'unique sphère culturelle, a ainsi eu d'importantes répercussions psychologiques sur l'identité des membres des peuples minoritaires.

2. L'idéal de l'homme déraciné

Les cultures populaires ont été sacrifiées sur l'autel de la modernité industrielle et de la création des États-nations. Les raisons philosophiques qui ont présidé ce saccage culturel, communes aux principaux courants idéologiques (socialisme, libéralisme politique, républicanisme), sont inspirées par une même croyance en l'idéologie du progrès et en cet idéal : l'homme déraciné. En effet, à travers les cultures populaires, c'est le particularisme et l'enracinement qui sont visés. Leur laminage répond à une volonté d'extraire l'homme de sa communauté d'origine, seule façon pour lui d'accéder à une liberté pleine et entière. Le poids de la France dans ce mouvement commun à tout l'Occident sera fondamental, de par son aura intellectuelle lors du siècle des Lumières et du prestige que lui donne en Europe la Révolution de 1789. Elle ira ainsi très loin dans la traduction politique de tous les principes philosophiques qui seront élaborés pendant cette période d'effervescence intellectuelle, et notamment d'une justification théorique de l'entreprise d'anéantissement des cultures populaires et de déracinement massive sur le territoire de l'État.

Le déracinement légitimé par l'idéologie du Progrès

C'est au cours du XVIII^e siècle, le Siècle des Lumières, que prend son essor l'idée de Progrès dans les milieux intellectuels occidentaux. Elle connaît un succès durable depuis puisqu'elle a été reprise et adoptée, au point d'en faire un véritable objet de culte, par les principaux courants idéologiques des XIX^e et XX^e siècles (libéraux, républicains, socialistes). Cette conception de l'idée de Progrès au XVIII^e siècle, qui postule que « l'Histoire va nécessairement dans le bon sens »¹⁶, émerge dans un contexte d'élaboration de l'idéal démocratique d'un côté, d'accélération des échanges marchands et de formulation de la doctrine capitaliste par les intellectuels libéraux, Adam Smith en tête, de l'autre côté. Elle va en être fortement marquée et les principaux courants idéologiques partageront ensemble cette même représentation du Progrès, posant la démocratie et le développement économique capitaliste comme allant forcément de pair et incarnant la modernité (les socialistes considérant eux la modernité capitaliste et « la croissance illimitée de la production marchande » comme un « stade historique nécessaire et contenant en lui-même les prémisses de son dépassement »¹⁷). Surtout, cette idéologie du progrès en vient à légitimer la destruction des cultures populaires, ces vestiges des modes de vie traditionnels devant désormais céder la place à la société moderne, et fournit une justification philosophique au déracinement des individus.

En effet, cette « thèse progressiste » énonce que « le seul moyen d'accéder à la liberté intellectuelle (et donc politique) est de s'affranchir des déterminations particulières et d'accéder à l'objectivité »¹⁸ et que, pour arriver à la merveilleuse société promise, « il suffirait simplement qu'ils [les hommes] renoncent, une fois pour toutes, à leurs coupables "archaïsmes" et consentent enfin à régler l'ensemble de leurs conduites sur les seules exigences de la Raison »¹⁹.

Les communautés traditionnelles sont donc, aux yeux des philosophes des Lumières et de leurs héritiers, des freins à l'exercice par l'homme de la raison et du sens critique, et donc de son émancipation. L'impératif de créer une société de citoyens éclairés et émancipés paraissait ainsi passer forcément selon eux par la nécessité « d'arracher les individus à leur contexte familial, et d'affaiblir les liens de parenté, les traditions locales et régionales, et toutes les formes d'enracinement dans un lieu »²⁰. Ce processus conjoint de déracinement des individus et de laminage des cultures traditionnelles dans lesquelles ils évoluent a été commun à tout l'occident, comme aux États-Unis, où « la liquidation des racines a été considérée comme la condition essentielle du développement et de la liberté »²¹, ou encore en France, où l'évolution particulière des Lumières, dans le contexte de l'État centralisé et ethniquement divers de la Monarchie absolue, conduisit à une virulence particulière, de la Révolution jusqu'à nos jours, contre tout ce qui était considéré comme particularisme, face au prétendu universalisme émancipateur de la culture française.

Le cosmopolitisme contre le particularisme

C'est ainsi que les philosophes des Lumières et leurs héritiers progressistes en sont venus à opposer au particularisme le cosmopolitisme, définit comme « l'amour universel de l'humanité »²². Les périodes antérieures de l'histoire étant en effet perçues par eux, et disqualifiées à raison, comme placées sous le règne « des différences de nature, des différences substantielles, entre les individus »²³, les intellectuels en prennent le contrepied pour énoncer avec le cosmopolitisme que « l'appartenance qui prime absolument toutes les autres est l'appartenance à l'humanité, la participation à la commune condition humaine »²⁴. Leur humanisme militant se maria paradoxalement très bien avec le dédain qu'ils nourrissaient envers le peuple, ce qui fait que cet idéal cosmopolite « frappe par son arrogance, son mépris pour les masses ignorantes, et sa naïveté »²⁵. Cette perspective universaliste, dans son désir frénétique de « s'élever au-delà des particularités pour mettre en avant ce qui nous rapproche »²⁶, en vient à procéder à une « abstraction des différences », qui « a pu, historiquement, prendre la forme de la négation de certaines différences au profit d'une identité qui affichait des visées de domination ou des visées assimilationnistes »²⁷, l'identité française en France. L'universalisme abstrait en question

ici, dont la désarmante naïveté avait été la cible de Rousseau (« ceux qui se prétendent cosmopolites et qui, justifiant leur amour du genre humain, se vantent d'aimer le monde entier afin de jouir du privilège de n'aimer personne »²⁸), en est venu à justifier des politiques d'ingénierie sociale par les États-nations, afin d'élaborer une forme unifiée et uniforme de citoyenneté, tout aussi abstraite.

La société contre la communauté

La République jacobine post-révolutionnaire poussa particulièrement loin ce mouvement général de fondation par le haut d'une société de citoyens, d'une communauté nationale unique et uniformisée. Aux anciennes fidélités familiales, corporatistes, locales, régionales, fut substituée une allégeance exclusive à l'État, qui fit dire à la philosophe Simone Weil qu'« il n'existe rien, hors l'État, où la fidélité puisse se raccrocher »²⁹. L'idée sous-tendant cette politique est le Contrat social, théorisé par Rousseau, et vu comme « un lien purement rationnel et volontaire », devant fonder une forme unifiée de citoyenneté, en lieu et place des anciennes loyautés basées sur les communautés traditionnelles. Serait de cette façon fondée une société de citoyens libres et égaux, « purement artificielle »³⁰, incarnant prétendument une citoyenneté civique, et non plus ethnique comme les communautés culturelles historiques. Cette dernière distinction relève cependant de l'artifice, puisque cette « fiction du contrat d'association ne constituait pas un lien suffisamment fort pour cimenter une multitude », ce qui imposait d'y donner un caractère ethnique, français donc, afin de « donner à la nation française "un caractère proprement national" »³¹.

L'affaiblissement de toutes les anciennes sociabilités, en d'autres termes le déracinement, paraît être la condition sine qua non de l'établissement d'une communauté de citoyens unie et indivisible, et donc de l'avènement d'une seule volonté générale à l'échelle de la nation entière. Dans cette optique, le principe d'une politique d'ingénierie sociale était pleinement justifié par les révolutionnaires et leurs héritiers idéologiques, et impliquait une « discipline sociale [qui] se transformait en instrument d'éducation populaire, qui enseignait aux populations leurs intérêts véritables, les libérant des ancestrales superstitions et des habitudes déplorable, et leur permettant de mener des vies heureuses, saines et productives »³². Les dérivés autoritaires des révolutionnaires révélèrent cependant le danger inhérent à « l'espoir de remodeler la société en fonction de principes abstraits de justice, de mettre un terme aux modes de vie établis et de renverser les anciennes croyances », qui « pouvait conduire plus facilement au règne de la terreur qu'à celui de l'amour universel et de la fraternité ». Comme l'analyse Christopher Lasch, « la soumission absolue de toutes les activités au politique dévoilait le fanatisme latent de l'idéal républicain de citoyenneté »³³.

La survalorisation de la mobilité

Dans cette perspective idéologique triomphante de progrès, de cosmopolitisme, de citoyenneté unifiée et homogène, qui s'élabore au XVIII^e siècle et se concrétise les siècles suivants, l'idée de mobilité acquiert une importance toute particulière. En effet, puisqu'elle permet une extirpation concrète de l'homme de ses communautés traditionnelles (locales et régionales), considérées comme « toujours plus ou moins aliénantes »³⁴, elle est évidemment louée par les intellectuels des Lumières et leurs héritiers, qu'ils soient républicains, libéraux ou socialistes. Elle représente par ailleurs, pour l'État, un formidable outil d'homogénéisation de la population, étant donné qu'il « suscite l'orientation géographique des migrations internes » et que « ces brassages plus larges, interrégionaux, renforcent d'autant la tendance à l'établissement [...] d'une communauté nationale unique prenant la place des communautés de convivialité de niveau inférieur : régional ou ethnique »³⁵. En France, l'armée et l'administration ont un rôle privilégié dans ce processus de déplacement des individus, de même que le « système éducatif [qui] prépare idéologiquement à la mobilité et efface ou empêche tous les ressorts culturels qui pourraient animer une volonté de développement local », « une des fonctions historiques de l'Éducation nationale [étant] de fournir une main-d'œuvre qualifiée pour les centres de l'économie française, dont le principal est évidemment la région parisienne »³⁶. On en revient là à cette convergence déjà abordée entre intérêt étatique et capitaliste, à savoir la construction d'un « espace indifférencié dans le cadre de l'État-nation »³⁷, et qui, pour notre époque contemporaine de construction européenne, « correspond [...] à la logique économique dominante qui vise à la création d'un grand marché européen de l'emploi basé sur des pions mobiles et interchangeables »³⁸. Cette « logique capitaliste et industrielle de mobilité de la main-d'œuvre, de fluidité du travail salarié »³⁹, s'appuie en retour sur l'effacement de la diversité ethnique et régionale (linguistique et culturelle) promu par le pouvoir centralisé. La France, le pays d'Europe étant certainement allé le plus loin dans cette voie uniformisatrice, se caractérise donc très logiquement par la mobilité transrégionale la plus importante d'Europe⁴⁰, l'absence voulue de communautés et de territoires d'identification entre les individus et la nation conduisant à un attachement relativement faible au lieu et à la région d'origine. Les implications négatives de cette survalorisation de la mobilité géographique sont cependant importantes et nécessitent une critique générale des principes idéologiques qui sous-tendent le processus de déracinement de l'individu.

3. Enracinement et lien social

La mise en application par les États et les personnels politiques de cet idéal philosophique de l'homme déraciné, appelé par le

processus simultané d'avènement du capitalisme et de modernisation de l'État, et auquel ont adhéré, on le rappelle, les principaux courants idéologiques issus des Lumières (du libéralisme au socialisme, en passant par le républicanisme et son avatar jacobin en France), a eu, et continu d'avoir, d'importantes répercussions sur nos sociétés et le lien social en particulier. La disqualification définitive et sans nuance du particularisme et de l'enracinement par l'idéologie du progrès et ses disciples semble ainsi avoir été une funeste erreur, comme le montre le besoin d'enracinement chez l'homme et l'importance de la communauté pour une solidarité effective et l'émergence de luttes sociales.

Critique du déracinement

En mettant uniquement l'accent sur l'aspect émancipateur du déracinement, les intellectuels progressistes en sont venus à minimiser, voire éluder, leur impact psychologique sur les déracinés (cf supra, l'identité négative). Ainsi, la survalorisation de la mobilité n'a-t-elle été que peu, voire pas questionnée, alors que l'« ouverture à l'autre » qu'elle symbolise est fortement contrebalancée par le fait que « l'arrachement à son lieu de résidence, à son pays, est source, pour le plus grand nombre, de douleur et les seuls à tirer bénéfice de ce nomadisme sont les individus ou groupes les mieux dotés, c'est-à-dire les élites »⁴¹. Cette mobilité, qui repose rarement sur un choix de vie réel mais se fait bien au contraire sous la contrainte de l'impératif économique, rend logiquement difficile tout ancrage local, géographique, temporel, et donc social, étant entendu que « cet arrachement à leur lieu de vie est un arrachement à leurs repères et pire - sans doute devrait-on mettre cela en priorité - c'est un arrachement aux relations, à celles que donnent le travail mais aussi le voisinage » . Il en découle une moindre implication dans le nouvel espace de vie en raison de la difficulté que peut représenter pour le plus grand nombre l'insertion dans une nouvelle sociabilité.

Dans le même ordre d'idée, le laminage des cultures populaires, en ce qu'elles reliaient traditionnellement les individus entre eux sur le plan local et régional, et étaient ainsi facteur de cohésion, paraît indubitablement renforcer ce phénomène très moderne qu'est l'effilochage du lien social. Il n'est pas étonnant que la fracture intergénérationnelle ne cesse de se creuser, au décalage technologique se surajoutant un décalage culturel (et linguistique comme ici en Bretagne), entre jeune génération définitivement uniformisée par la culture commune nationale et la culture de masse, et ancienne génération ayant vécu dans des cultures populaires encore vivaces. La cohésion de la communauté traditionnelle a laissé la place à l'individualisme moderne d'une société fragmentée dans laquelle la sociabilité repose de moins en moins sur des pratiques et des références culturelles communes, des événements collectifs conviviaux, des solidarités effectives. C'est d'ailleurs

bien à un net affaiblissement de celles-ci auquel nous contraint la société moderne, Lasch stigmatisant la place du déracinement dans ce processus et expliquant qu'une solidarité concrète, pour s'exprimer, a « besoin de se rattacher à des populations et des endroits spécifiques, pas à un idéal abstrait de droits humains universels »⁴³.

Le déracinement renforce de surcroît l'aliénation marchande, qui pousse les individus à se retrouver « isolés à l'intérieur d'une production où chacun produit selon ses propres intérêts » et où « leur lien social s'établit seulement a posteriori à travers l'échange de leurs marchandises »⁴⁴. L'« offensive contre les particularismes culturels », considérée comme émancipatrice, et dont le corollaire est le délitement du lien social et l'individualisme moderne, s'est produite, on l'a vu, dans la « même séquence historique » que « la création d'un marché universel de marchandises, dont les effets furent exactement inverses »⁴⁵. En effet, « le développement d'un marché de masse qui détruit l'intimité, décourage l'esprit critique et rend les individus dépendants de la consommation, qui est supposée satisfaire leurs besoins, anéantit les possibilités d'émancipation que la suppression des anciennes contraintes pesant sur l'imagination et l'intelligence avait laissé entrevoir »⁴⁶. La conséquence en est « l'assujettissement progressif de ces individus à de nouveaux dispositifs de domination et autorités symboliques : l'État moderne et ses juristes, le Marché auto-régulé et ses économistes, et [...] l'idéal de la Science comme fondement imaginaire et symbolique de ce nouvel ensemble historique »⁴⁷. La dramatique apathie des masses à laquelle mènent ces processus de délitement du lien social, d'individualisme, d'aliénation par le Marché, le travail salarié et la consommation, que le phénomène de déracinement contribue sans nul doute à aggraver, impose une nécessaire revalorisation de l'idée d'enracinement.

Le besoin d'enracinement

Actuellement en Occident est à l'œuvre chez nombre d'individus un phénomène assez général de recherche et de valorisation des racines dans un but de construction identitaire, face à la tendance lourde qu'est l'uniformisation culturelle à l'échelle de la planète. Ce désir de se réenraciner témoigne d'un besoin profond d'enracinement chez l'homme, que Weil va jusqu'à qualifier de « besoin le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine »⁴⁸. Les cultures populaires, et tout particulièrement minoritaires, acquièrent dans ce processus d'identification une valeur essentielle puisque « l'identité culturelle offre un "point d'ancrage pour l'auto-identification [des individus] et l'assurance d'une appartenance établie sans effort" », et que « la plupart des individus, la plupart du temps, éprouvent un profond attachement à la culture qui est la leur »⁴⁹, une fois bien sûr le processus de dépréciation de ces cultures inversé. La culture populaire, et « l'identité nationale » qu'elle porte, en plus de nous permettre « de transcen-

der notre mortalité, en nous liant à quelque chose dont l'existence semble remonter à des temps immémoriaux et se projette dans un futur illimité », « favorise des rapports de solidarité et de confiance »⁵⁰. Ceci fait dire à Will Kymlicka qu'il « soupçonne que les causes de cet attachement puisent au plus profond de la condition humaine, qu'elles sont liées à la façon dont les êtres humains, en tant que créatures culturelles, donnent un sens à leur monde »⁵¹. La conséquence en est pour une majorité d'individus, qui « savent qu'ils ne peuvent pas vraiment respirer ou réaliser leur identité en dehors [de leur culture] »⁵², la préférence d'être « libres et égaux dans leur nation, même si cela implique qu'ils ne peuvent pas aller aussi librement travailler et voter ailleurs, plutôt que d'être des citoyens du monde libres et égaux, si cela diminue de fait leurs chances de pouvoir vivre et travailler dans leur langue et leur culture propre »⁵³. Bien plus, pour Christopher Lasch, « la solidarité et la valeur des attachements traditionnels », ainsi que « ces formes de particularisme supposées désuètes – liens familiaux, religion, conscience ethnique, nationalisme noir – », « continuent d'apporter aux gens des ressources psychologiques et spirituelles indispensables à une citoyenneté démocratique, ainsi qu'une façon de voir les choses véritablement cosmopolite »⁵⁴. Toute une partie de son œuvre reviendra d'ailleurs, selon Julien Mattern, à justifier la pertinence d'« un enracinement dans la communauté locale comme condition essentielle du développement de la raison dans ses dimensions pratique et morale », ce qu'il commentera d'une autre façon comme « un idéal de raison fondé sur l'appartenance à une communauté humaine et faisant appel à la mémoire, à l'imagination, à l'expérience sensible »⁵⁵, face à la raison déracinée et désincarnée des élites cosmopolites. Ainsi, la place des communautés traditionnelles dans les processus de sociabilité, de solidarité et même de luttes sociales, doit être positivement révisée.

Communauté et luttes sociales

À l'opposé de la tendance à l'atomisation anesthésiante en cours actuellement dans les sociétés occidentales, l'enracinement dans la communauté locale et la culture populaire est facteur de socialisation, et, de surcroît, de solidarités concrètes et effectives. Contrairement à la vulgate progressiste qui « représente le sens du lieu et le sens du passé comme absolument réactionnaires dans leurs implications politiques, ignorant le rôle important qu'ils ont joué dans les mouvements démocratiques et les révolutions populaires »⁵⁶, doit être réévaluée l'idée d'un partage d'un espace et d'un temps communs, d'une cardinalité et d'une cœ�llectivité⁵⁷, qui contribuent à cimenter l'appartenance communautaire et qui semblent même fournir les bases nécessaires à l'émergence de luttes sociales.

Dans cette perspective, qui est aussi celle de Lasch, la communauté paraît contenir un potentiel de contestation et de révolution

important, ce que tendent à démontrer les situations où « la persistance des appuis communautaires dans certaines régions et à certaines époques fut à la source de mouvements démocratiques originaux et salutaires »⁵⁸. C'est le cas de la révolte des luddites dans les années 1811-1813 dans les Midlands en Angleterre, où émergea un vaste mouvement de sabotage populaire des toutes nouvelles installations industrielles qui bouleversaient les modes de production traditionnels, et in fine, les modes de vie des communautés villageoises, préparant par là l'aliénation par le travail salarié. La vigueur remarquable de ce mouvement ne fut permise que par la solidité des attachements communautaires. De la même façon, en ce qui concerne la lutte pour les Droits civiques des noirs aux États-Unis dans les années 1950-60, Lasch explique la réussite du mouvement au Sud, et a contrario, son échec au Nord, par le décalage entre « la cohésion des communautés noires du Sud » et « l'inexistence d'appuis communautaires autonomes [au Nord] ». Au Pays Basque aujourd'hui, du côté Sud encore plus qu'au Nord, l'articulation entre identité basque et luttes sociales se réalise de façon exemplaire, avec un degré de conscientisation et de militantisme remarquable se traduisant par un engagement massif, des jeunes particulièrement, sur les thèmes de l'anti-capitalisme, des inégalités sociales, de l'anti-fascisme, de l'internationalisme, de l'anti-militarisme, de l'environnement, du féminisme, de la spéculation immobilière, etc. Le nombre de squats autogérés (en 2005, 12 au Nord et 123 au Sud !⁶⁰), appelés *gaztetxe* (« maison des jeunes »), suffit pour se convaincre de la vitalité des luttes sociales, allant de pair avec une culture et une langue basque omniprésentes et extrêmement valorisées. Au Chiapas encore, la lutte entamée maintenant depuis plus de quinze ans par l'EZLN pour organiser une société autonome par rapport au pouvoir mexicain, s'est faite sur la base des communautés indiennes et a permis un nombre conséquent d'avancées sociales dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'éducation, de la justice, etc.

Cependant, si les exemples de luttes sociales menées sur des bases communautaires sont là, il est nécessaire de nuancer quelque peu la relation entre communauté et résistance à la modernité aliénante. En effet, pour Mattern, « la confiance accordée [...] au rôle potentiellement émancipateur des cultures populaires mérite cependant d'être contrebalancée, car certaines valeurs transmises par la communauté ont sans conteste joué un rôle dans l'acceptation voire dans l'accentuation de la domination »⁶¹. Ainsi, le « non-conformisme d'antan », « le souci populaire pour les conditions matérielles d'existence » et « le souvenir des anciennes pénuries »⁶² ont-ils pu préparer le terrain à l'avènement de l'aliénation étatique et capitaliste. Il n'en reste pas moins que « l'aspiration à l'émancipation humaine s'appuie très souvent sur des bases matérielles et cultu-

relles héritées du passé, qui sont parfois ambiguës »⁶³, et que leur disparition s'opère de façon définitive « les conditions de possibilité » de l'émancipation, révélant par là leur caractère indispensable, à charge pour les membres de la communauté d'« orienter » ces bases vers une direction réellement progressiste et libératrice.

Conclusion

Un nécessaire renversement de l'ordre des valeurs doit donc être de mise, en faveur d'un enracinement de l'homme, par la culture populaire, dans les communautés locales et régionales. Néanmoins, la thématique identitaire sous-jacente, et particulièrement les excès auxquels elle peut parfois mener, impose de dénoncer certains écueils. L'idéalisation de la culture populaire est à éviter, car elle empêche de condamner et de mettre au rebut ses aspects réactionnaires, anti-démocratiques, voire oppressifs. L'essentialisation, qui consiste à ériger la culture en un objet immuable, peut mener rapidement à des tentatives vaines et absurdes de vouloir préserver ces cultures dans du formol en rejetant toute évolution et tout métissage. Au repli identitaire enfin, qui menace celui pour qui l'enracinement ne se conjugue pas avec universalisme et humanisme, doit être opposé l'ouverture à l'autre et le respect de son altérité.

Ces écueils évités, la revalorisation et la réappropriation des cultures et des langues populaires doit permettre à l'homme une avancée certaine sur le chemin de l'émancipation personnelle et collective. La socialisation permise par l'enracinement dans les communautés offre aux individus des ressources psychologiques et une solidarité propices à l'émergence de luttes contre l'autoritarisme étatique et l'aliénation capitaliste.

Bien évidemment, cela implique pour les progressistes de répudier définitivement l'idéal philosophique de l'homme déraciné, qui livre sans défense les individus à l'Etat et au Marché. Cela implique aussi de dépasser la dichotomie entre cosmopolitisme et particularisme, et d'énoncer plutôt la valeur d'un cosmopolitisme s'enracinant dans le particularisme.

Brenn

Notes :

1. Pierre-Jean Simon, *Pour une sociologie des relations interethniques et des minorités*, PUR, 1999, p. 198
2. Cité par Pierre-Jean Simon, *op. cit.*, p. 185
3. Avant-propos, Christopher Lasch, *Culture de masse ou culture populaire ?*, Climats, 2001, p. 8
4. Fabrice Patez, « La nation moderne ou la souveraineté ethno-démocratique », in *Bretagne plurielle*, PUR, 2006, p. 124
5. Michel Nicolas, *Bretagne, un destin européen*, PUR, 2001, p. 14
6. Pierre-Jean Simon, *op. cit.*, p. 161
7. René Furth, « La difficile reconnaissance des ethnies françaises », in *Réfractaires, Fédéralismes et autonomies*, n° 12, 2002, p. 76
8. Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Payot, 1989, p. 12
9. Will Kymlicka, *La citoyenneté multiculturelle*, La décou-

verte, 2001, p. 115

10. Ernest Gellner, *op. cit.*, p. 197

11. Christopher Lasch, *Culture de masse ou culture populaire ?*, p. 30

12. Pierre-Jean Simon, « Aspects de l'ethnicité bretonne », *Pluriel*, 19, 1979, pp.37-38, cité par Ronan Le Coadic, *L'identité bretonne*, Terre de brumes et PUR, 1998, p. 183

13. Pierre-Jean Simon, *op. cit.*, p. 163

14. Ronan Le Coadic, « Modernité aigüe et minorité », in *Et la Bretagne ?*, PUR, 2004, p. 17

15. Pierre-Jean Simon, *op. cit.*, p. 161

16. Julien Mattern et Mathieu Amiech, *Le cauchemar de Don Quichotte*, 2002, p. 60

17. *Ibid.*

18. Julien Mattern, « Raison et démocratie chez Christopher Lasch », in *Notes et morceaux choisis, Les chemins de fer ou la liberté ?*, n° 7, 2006, p. 44

19. Jean-Claude Michéa, *op. cit.*, p. 7

20. Christopher Lasch, *op. cit.*, p. 27

21. *Ibid.*

22. Christopher Lasch, *Le seul et vrai paradis, une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*, Flammarion, 2006, p. 147

23. Patrick Savidan, « La reconnaissance des identités culturelles comme enjeu démocratique », in *Identités et démocratie*, PUR, 2003, p. 234

24. Pierre-Jean Simon, *La bretonnité*, Terre de brume et PUR, 1999, p. 46

25. Christopher Lasch, *Le seul et vrai paradis, op. cit.*, p. 146

26. Patrick Savidan, *op. cit.*, p. 238

27. *Ibid.*, p. 234

28. Cité par Christopher Lasch, *Le seul et vrai paradis, op. cit.*, p. 147

29. Simone Weil, *L'enracinement*, Gallimard, 1949, p. 164

30. Fabrice Patez, *op. cit.*, p. 107

31. *Ibid.*, p. 123

32. Christopher Lasch, *Le seul et vrai paradis, op. cit.*, p. 152

33. *Ibid.*, p. 153

34. Pierre-Jean Simon, *La bretonnité, op. cit.*, p. 46

35. Roland Breton, *Peuples et Etats, l'impossible équation*, Le mot et le reste, 2006, p. 71

36. Christian Demeuré-Vallée, « Bilan politique et syndical de Dazont », in *Bretagne plurielle, op. cit.*, pp. 203-204

37. Tudi Kernallegenn, « La Bretagne au répertoire de l'extrême gauche », in *Bretagne plurielle, op. cit.*, p. 148

38. Christian Demeuré-Vallée, *op. cit.*, p. 203

39. Pierre-Jean Simon, *La bretonnité, op. cit.*, p. 92

40. cf Eurobaromètre 2005 et « Pourquoi les Espagnols rechignent à déménager », *El Pais*, cité dans *Courrier international*, n° 911

41. Jean-Pierre Kervella, « L'identité dans une commune bretonne », in *Identités et société de Plougastel à Okinawa*, PUR, 2007, p. 373

42. *Ibid.*

43. Christopher Lasch, *Le seul et vrai paradis, op. cit.*, p. 42

44. Anselm Jappe, *Guy Debord*, Denoël, 2001, p. 35

45. Christopher Lasch, *Culture de masse ou culture populaire ?*, *op. cit.*, p. 31

46. *Ibid.*

47. Jean-Claude Michéa, *op. cit.*, p. 20

48. Simone Weil, *op. cit.*, p. 61

49. Will Kymlicka, *op. cit.*, pp. 133-134

50. *Ibid.*

51. *Ibid.*

52. Ernest Gellner, *op. cit.*, p. 158

53. Will Kymlicka, *op. cit.*, p. 138

54. Christopher Lasch, *Culture de masse ou culture populaire ?*, *op. cit.*, pp. 28-29

55. Julien Mattern, *op. cit.*, pp. 51-52

56. Christopher Lasch, *Culture de masse ou culture populaire ?*, *op. cit.*, p. 28

57. cf Guillaume Carnino « Enracinement et luttes », *Courant alternatif*, hors-série n° 12 / *Offensive*, n° 13, février 2007

58. Julien Mattern, *op. cit.*, p. 61

59. Christopher Lasch, *Le seul et vrai paradis, op. cit.*, pp. 480-485

60. cf « Les Gaztetxe, autogestion au Pays Basque », *Courant alternatif*, hors-série n° 12 / *Offensive*, n° 13, février 2007

61. Julien Mattern, *op. cit.*, p. 62

62. *Ibid.*, p. 63

63. *Ibid.*, p. 64

